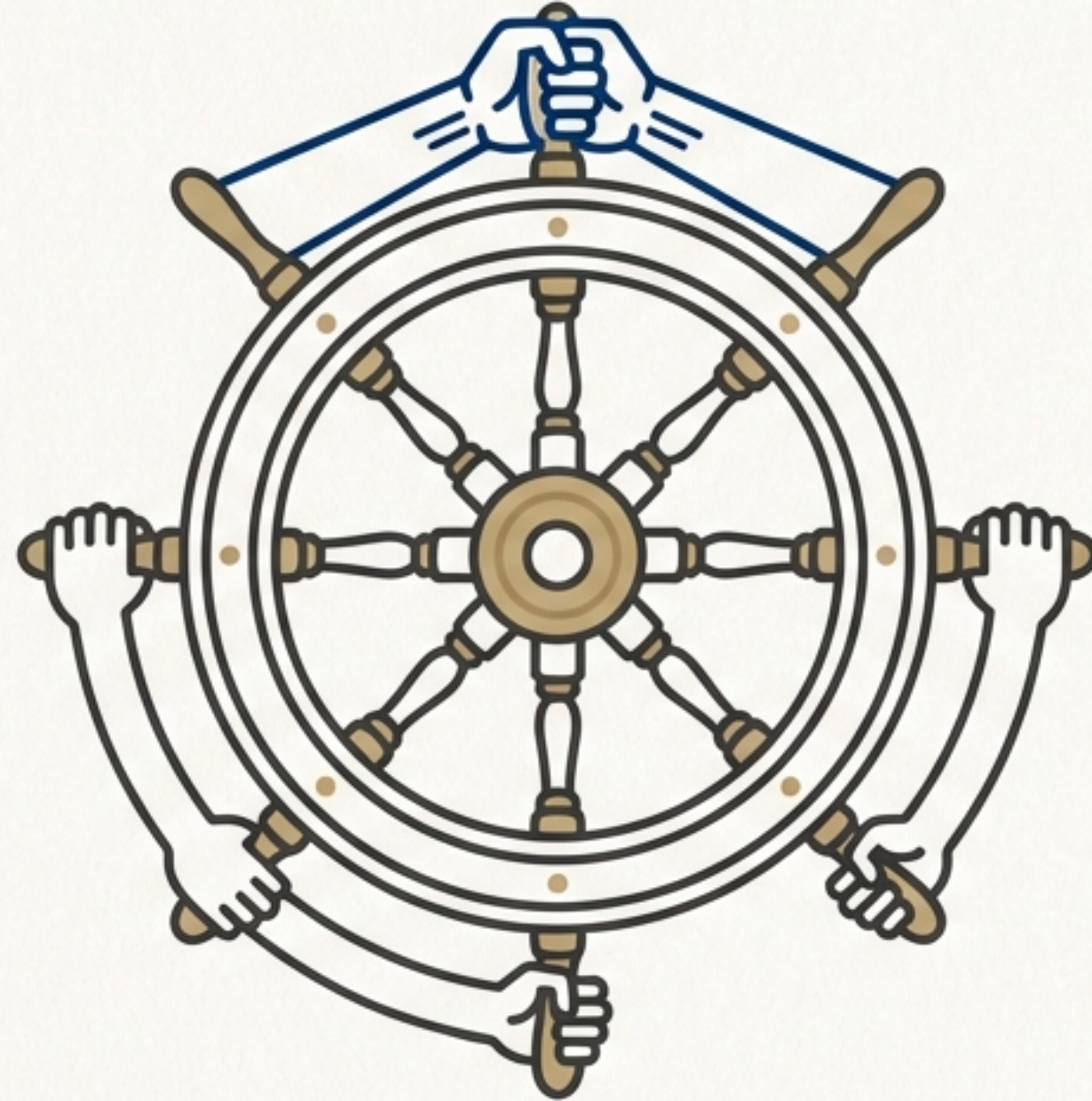


La Décentralisation en France



Lâcher une partie du gouvernail, mais sans quitter le navire.

Le Principe Fondateur : « Libre Administration »

La décentralisation est le transfert de compétences de l'État vers des collectivités territoriales dotées d'élus et d'une **autonomie de gestion**. Son principe est inscrit dans la Constitution.

« Les collectivités territoriales...
s'administrent librement. »

– Article 72 de la Constitution

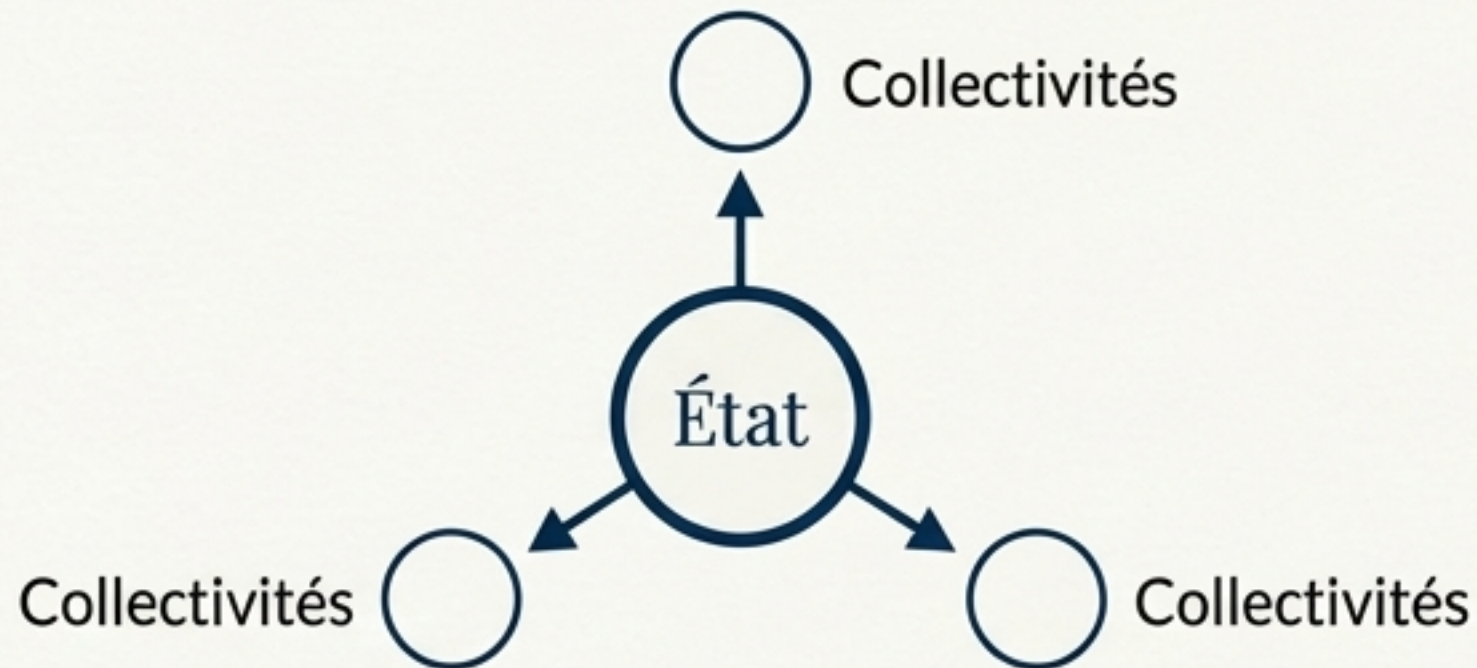
Ce principe encadre l'autonomie locale tout en maintenant l'unité républicaine.

Une Distinction Décisive à Maîtriser

Deux logiques d'action de l'État sur le territoire, à ne jamais confondre.

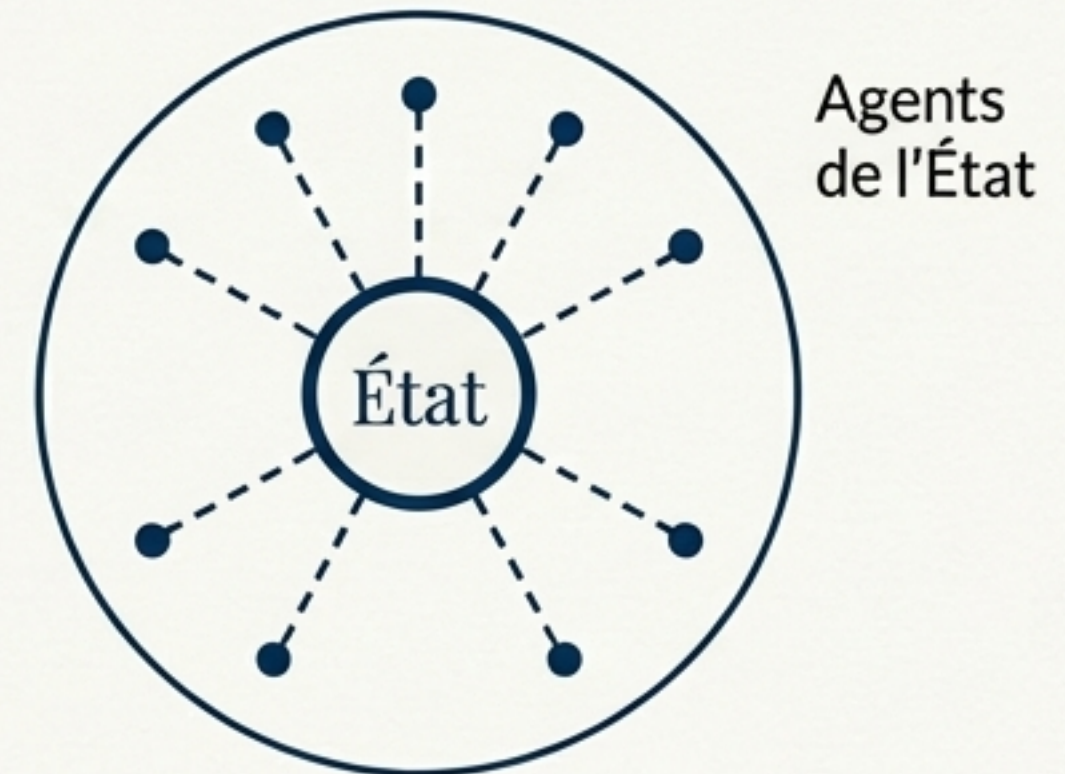
DÉCENTRALISATION

L'État transfère le pouvoir de décision à des élus locaux (conseils municipaux, départementaux, régionaux). C'est un transfert de compétences.



DÉCONCENTRATION

L'État agit localement via ses propres représentants (préfets, directeurs de services déconcentrés). Le pouvoir reste au sein de l'État.



La Carte Administrative de la France Décentralisée



18
RÉGIONS



101
DÉPARTEMENTS



≈ 34 875
COMMUNES (AU 1^{ER} JANV. 2025)



1 254
INTERCOMMUNALITÉS
(EPCI À FISCALITÉ PROPRE)

Trois Actes pour une Transformation Continue

1982



Acte I : La Révolution Defferre

La loi du 2 mars 1982 marque l'acte fondateur. Elle transfère de larges blocs de compétences et met fin à la tutelle a priori de l'État sur les décisions locales.

2003



Acte II : L'Ancrage Constitutionnel

La révision constitutionnelle du 28 mars 2003 renforce la place des collectivités dans l'architecture de la République et consacre le principe d'autonomie financière.

2016



Acte III : La Recherche de l'Échelle Pertinente

La réforme de la carte territoriale ramène le nombre de régions métropolitaines à 13, relançant le débat sur la taille idéale pour l'action stratégique.

La Logique des Compétences : Une Répartition

Répartition par Vocation

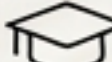
La Commune

La Proximité

-  • Urbanisme local
-  • écoles primaires
-  • services du quotidien.

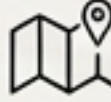
Le Département

Les Solidarités

-  • Action sociale (RSA, APA)
-  • collèges
-  • routes départementales.

La Région

La Stratégie

-  • Développement économique
-  • lycées
-  • transport régional (TER)
-  • aménagement du territoire.

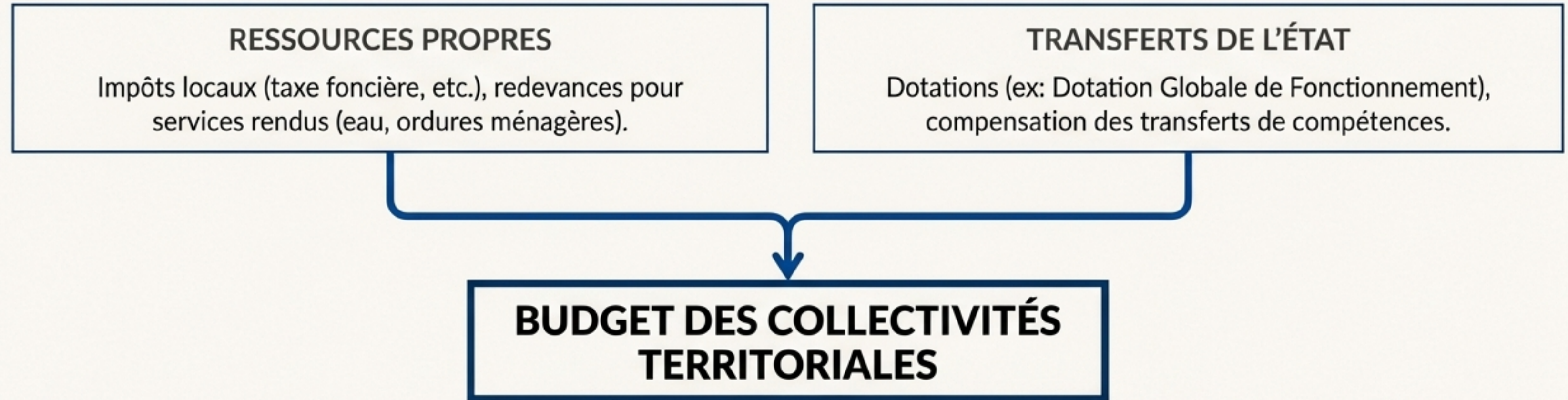
L'Intercommunalité

La Mutualisation

-  • Gestion des déchets
-  • eau et assainissement
-  • mobilité
-  • zones d'activité.

Le Nerf de la Guerre : Le Financement des Collectivités

L'autonomie administrative est inséparable de l'autonomie financière. Les ressources des collectivités proviennent de deux sources principales.

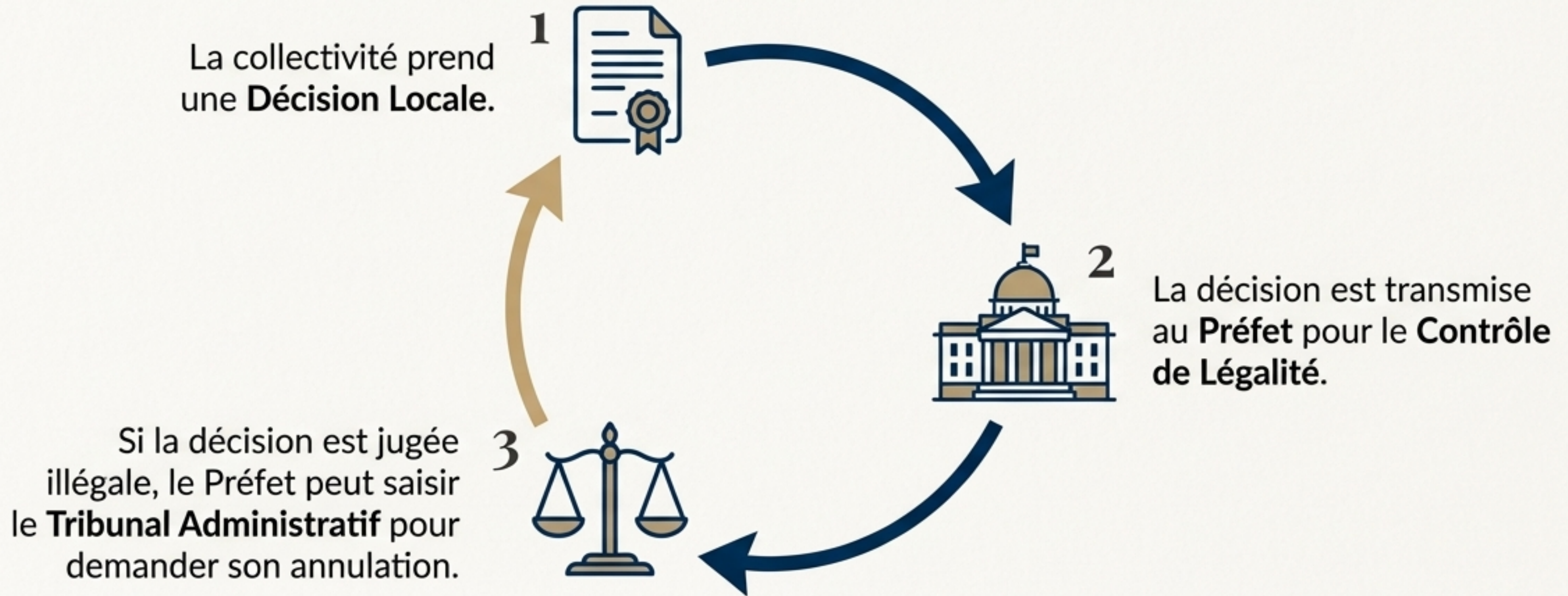


La Péréquation

Un mécanisme de solidarité financière pour réduire les inégalités de richesse entre les territoires riches et les territoires pauvres.

L'Équilibre du Système : Libre Administration sous Contrôle

Les collectivités s'administrent librement, mais toujours dans le cadre de la loi. L'État, via le Préfet, s'assure que les décisions locales (délibérations, arrêtés) respectent le droit national.



Les Grandes Tensions de la Décentralisation

EFFICACITÉ LOCALE

Des décisions plus adaptées et réactives au terrain.



COORDINATION NATIONALE

Le risque de complexité et de manque de vision d'ensemble.

DIVERSITÉ DES TERRITOIRES

Reconnaître et valoriser les spécificités locales.



ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

Comment garantir que les services publics soient de même qualité partout ?

AUTONOMIE FINANCIÈRE

La capacité à lever l'impôt et à décider de ses propres dépenses.



DÉPENDANCE AUX DOTATIONS

Une autonomie limitée par le poids des transferts de l'État.

Les Enjeux d'Aujourd'hui et de Demain



La Transition Écologique

Les collectivités sont en première ligne (mobilités, urbanisme, énergie). Ont-elles vraiment les moyens d'agir à la hauteur de l'urgence ?



La Fracture Territoriale

La décentralisation peut-elle réduire les écarts d'accès aux services (santé, mobilité, numérique) entre métropoles et zones rurales ?



La Lisibilité Démocratique

Face au « millefeuille territorial », qui est responsable de quoi ? Comment le citoyen peut-il s'y retrouver pour exercer un contrôle démocratique ?

Synthèse pour l'Oral : Pièges et Points Clés



Points Clés

- Définir précisément **Décentralisation vs. Déconcentration**.
- Maîtriser les **3 chiffres clés** : ~34 875 communes, 101 départements, 18 régions.
- Expliquer la **logique des compétences** : Proximité (commune), Solidarités (département), Stratégie (région).
- Citer l'**Article 72** comme fondement constitutionnel.



Pièges à Éviter

- Réduire la décentralisation à une simple **carte administrative**.
- Dire « trop d'échelons = inutile » sans **nuancer** le rôle de chaque échelle.
- Oublier l'**intercommunalité**, acteur majeur de la coopération locale.
- Ignorer les **statuts spécifiques** (outre-mer, etc.) qui enrichissent le débat.

Quel Cap pour l'Action Publique de Demain ?



Le débat sur la simplification du « millefeuille », la clarification des compétences et la juste répartition des ressources reste au cœur de l'actualité, ravivé par chaque crise (sanitaire, climatique) qui exige une action à la fois rapide, coordonnée et proche du terrain.

La question demeure : comment ajuster en permanence le partage du gouvernail pour naviguer efficacement dans les défis du XXI^e siècle ?